



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUADELOUPE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement**

# **RÉUNION D'INFORMATION**

**Jeudi 15 décembre  
2022**

**Salle de conférence**

**Intervenante : Maryse JUMINER**

**DEAL  
Saint-Phy  
97100 Basse-Terre**



# Thème :

# Evolution des règles d'attribution des subventions



# PROGRAMME

- 1- Agrément**
- 2- Evolution des règles de subvention**
- 3- Rôle des associations dans le déploiement du SNU**
- 4- CER**



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUADELOUPE**

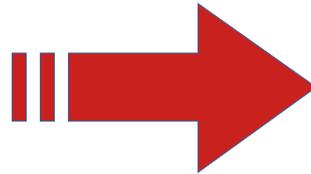
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement**

# 1 - AGRÉMENT



Associations  
déclarées  
depuis  
au moins 3 ans



**Œuvrer principalement pour la protection  
de l'environnement Art L.141-1**

Protection de la nature et de la  
gestion de la faune sauvage

Amélioration du cadre de vie

Protection de :  
l'eau, l'air des sols, des sites sauvages, de  
l'urbanisme

Lutte contre les pollutions et les nuisances

**Agrément délivré dans le cadre départemental, régional, national pour 5 ans**

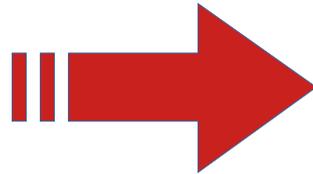


**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUADELOUPE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement**

**Associations  
déclarées  
depuis  
au moins 3 ans**



**Dossier à adresser uniquement à la  
Préfecture**

Statuts

Adresse du siège

Cadre

Copie du Jo de parution

Identités et adresses des administrateurs

Notes, comptes, rapports d'activité

PV AGO et AGE

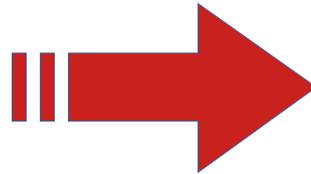
Montants des cotisations et zone géographique

Nombre de membre, date du CA

**Agrément délivré dans le cadre départemental, régional, national pour 5 ans**



**Associations  
agrées**

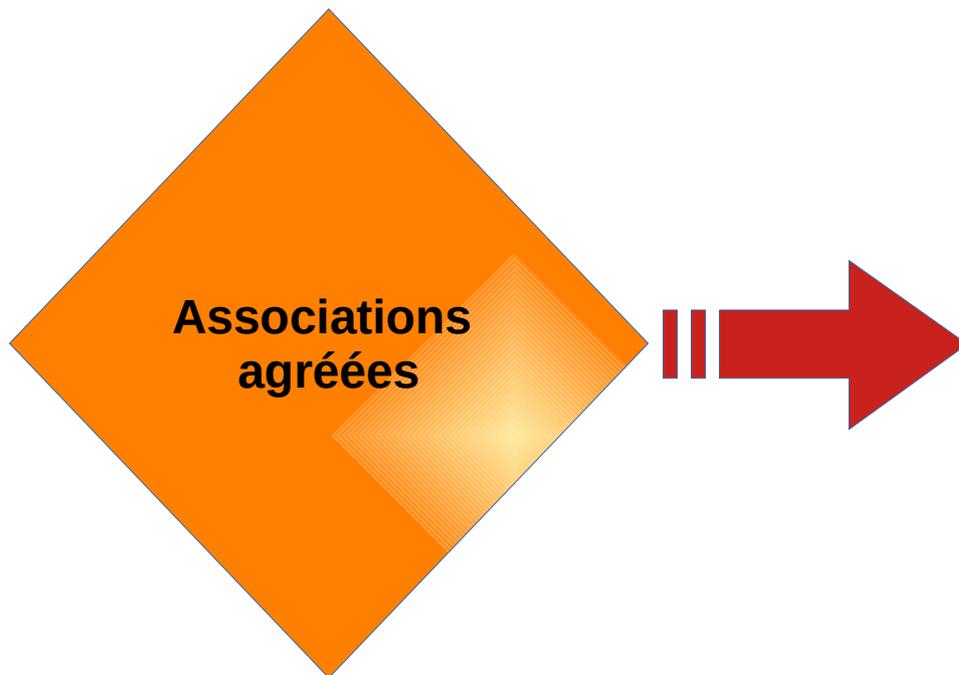


## 1- REPRÉSENTATION

La loi précise que les associations agréées peuvent être désignées pour participer au débat public



**Rôles des associations agréées**

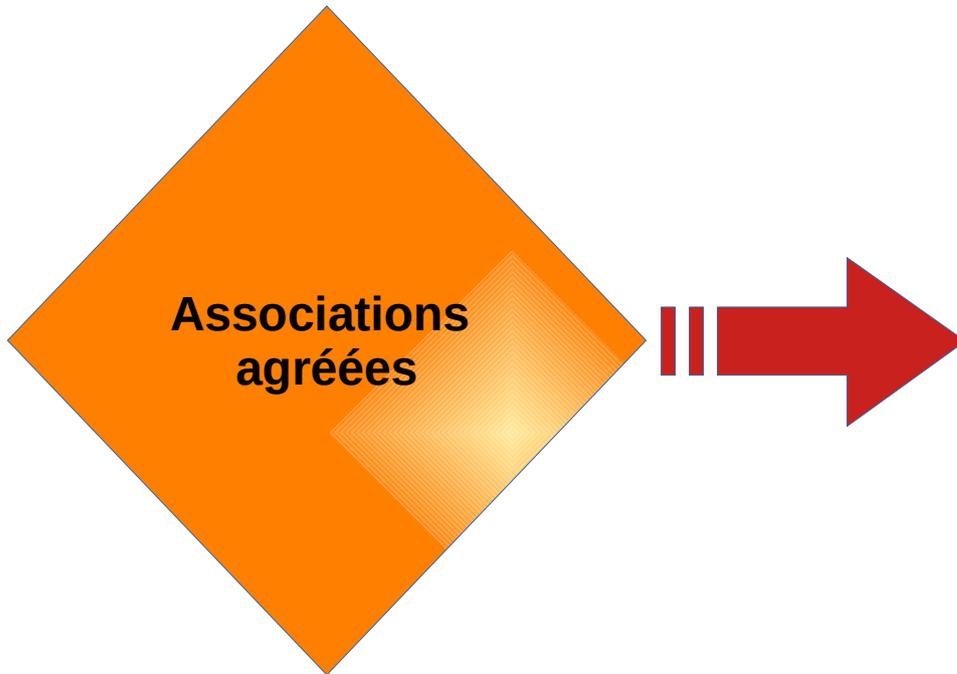


## **2- ESTER EN JUSTICE**

Elle peut engager des recours si elle estime qu'une décision publique a des effets dommageables sur la nature ou l'environnement devant le tribunal administratif, cours d'appel Conseil d'État.

Elle peut porter plainte et se constituer partie civile





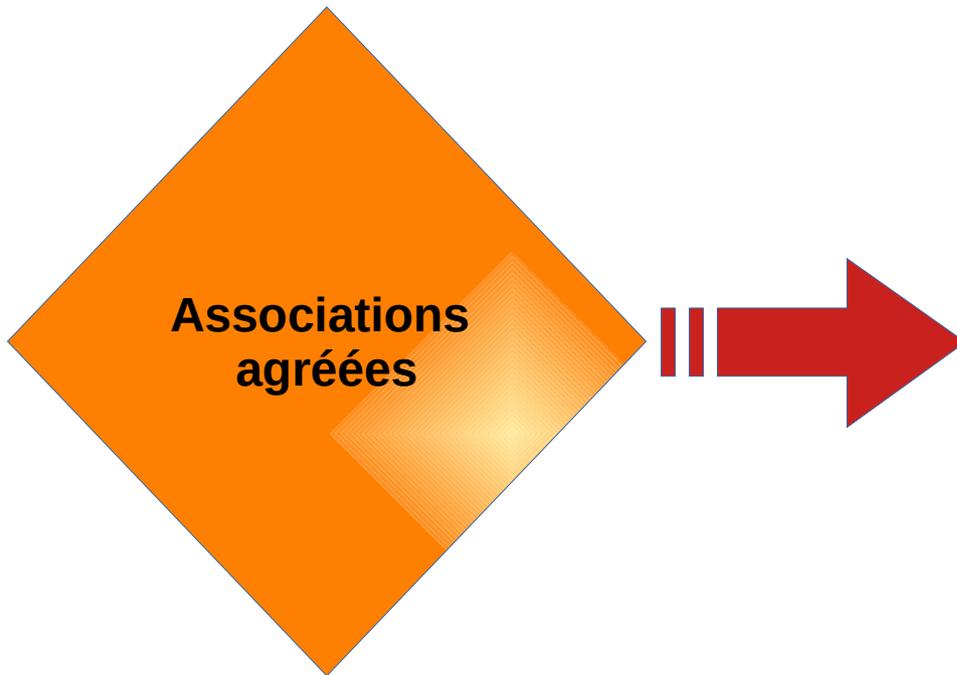
## Validité de l'agrément

Elle est accordée pour une durée de 5 ans renouvelable. Art R 141.3

*Au plus tard six mois avant la date d'échéance l'association doit formuler une nouvelle demande.*



Durée de l'agrément



## Validité de l'agrément

Adresser chaque année : rapport moral et financier, ainsi que statuts si ils ont été Modifiés.

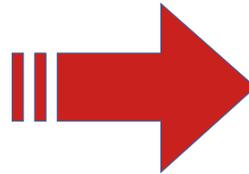
Le non respect des règles ci-dessus peut entraîner le retrait de l'agrément



## Obligations annuelles



Associations  
agrées



**Décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011** relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement ;

**Décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011** fixant la liste des instances consultatives ;

**Arrêté du 12 juillet 2011** relatif à la composition du dossier de demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, du dossier de renouvellement de l'agrément et à la liste des documents à fournir annuellement ;

**Arrêté du 12 juillet 2011** fixant les modalités d'application au niveau national des associations et fondations souhaitant participer au débat sur l'environnement dans le cadre de certaines instances ;

**Arrêté du 12 juillet 2011** fixant la composition du dossier de demande de participation au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives

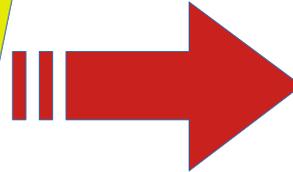
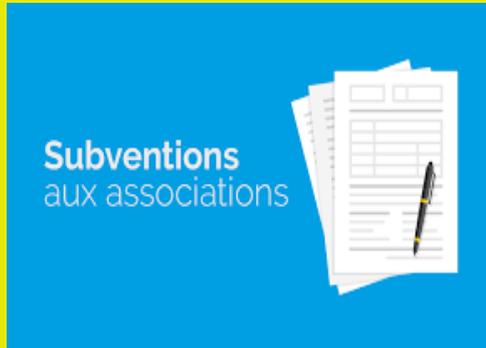
## Reglementations



## **2 – Evolution des règles de subventions**



## Subventions

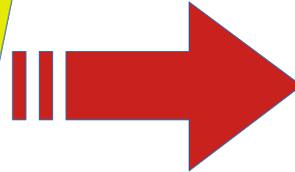
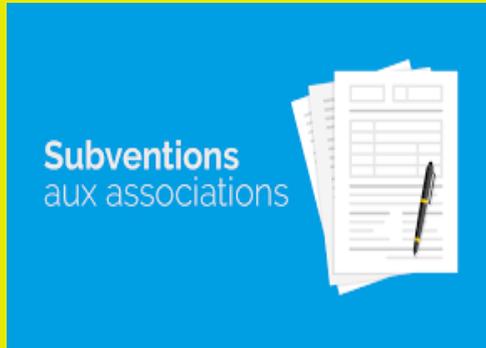


### **DEMANDE DE SUBVENTION**

*Les associations peuvent obtenir des subventions : Somme d'argent versée par l'État ou une collectivité publique (conseil régional, conseil départemental, commune) destinée à aider une association à fonctionner à condition d'en faire la demande.*



## Subventions



### **GÉNÉRALITÉ AVANT NOUVEAUTÉ**

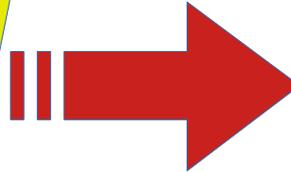
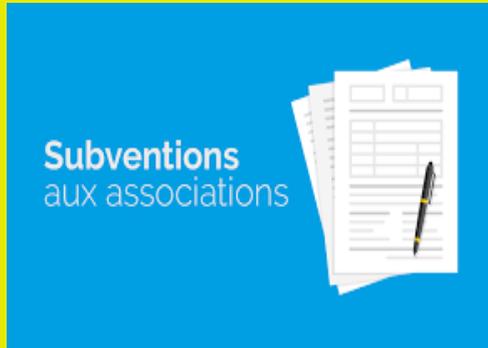
*Toute association déclarée et immatriculée  
au répertoire Sirène peut demander une  
subvention pour :*

*réaliser une action ou un projet d'investissement,  
contribuer au développement d'activités,  
ou contribuer au financement global de son activité.*

*Pour certaines subventions, l'association doit détenir  
un agrément ministériel.*



## Subventions



## Nouveautés

Les crédits du partenariat associatif sont destinés à travers les subventions aux associations de protection de l'environnement à :

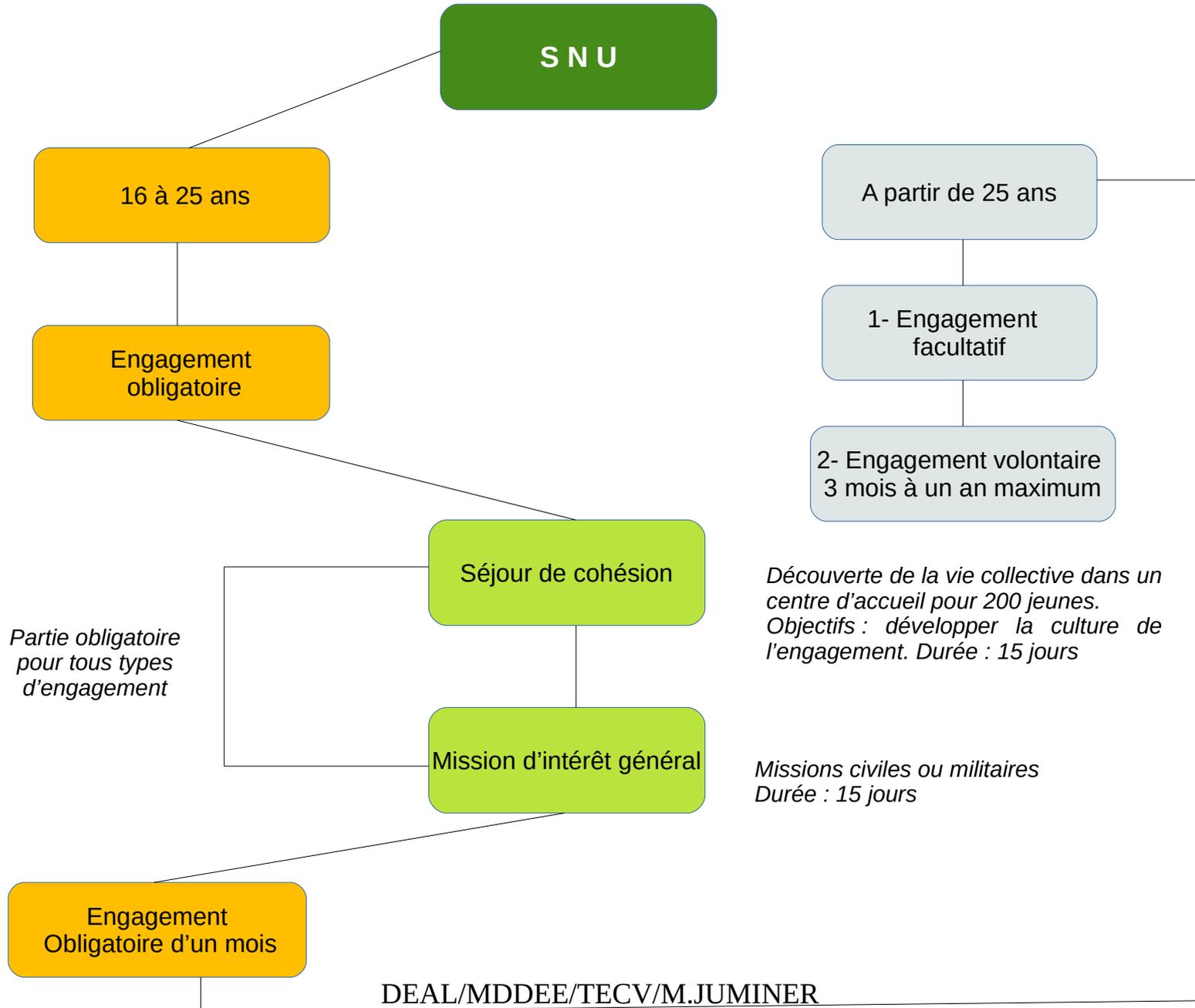
- Structurer
- Coordonner et consolider

des réseaux associatifs aux niveaux national, régional ou Local

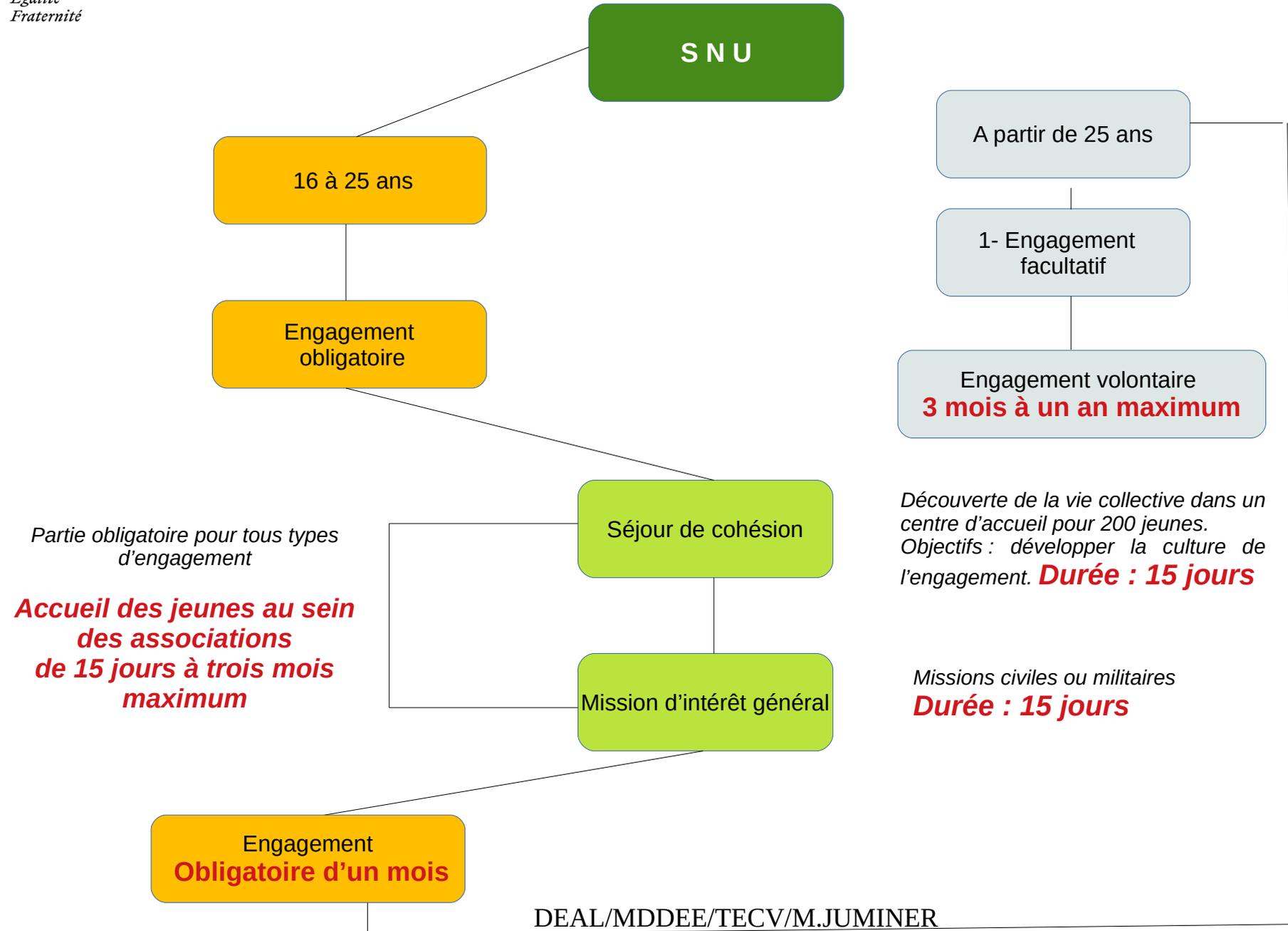
***Ces crédits n'ont plus vocations à soutenir l'éducation à l'environnement ou au développement durable***



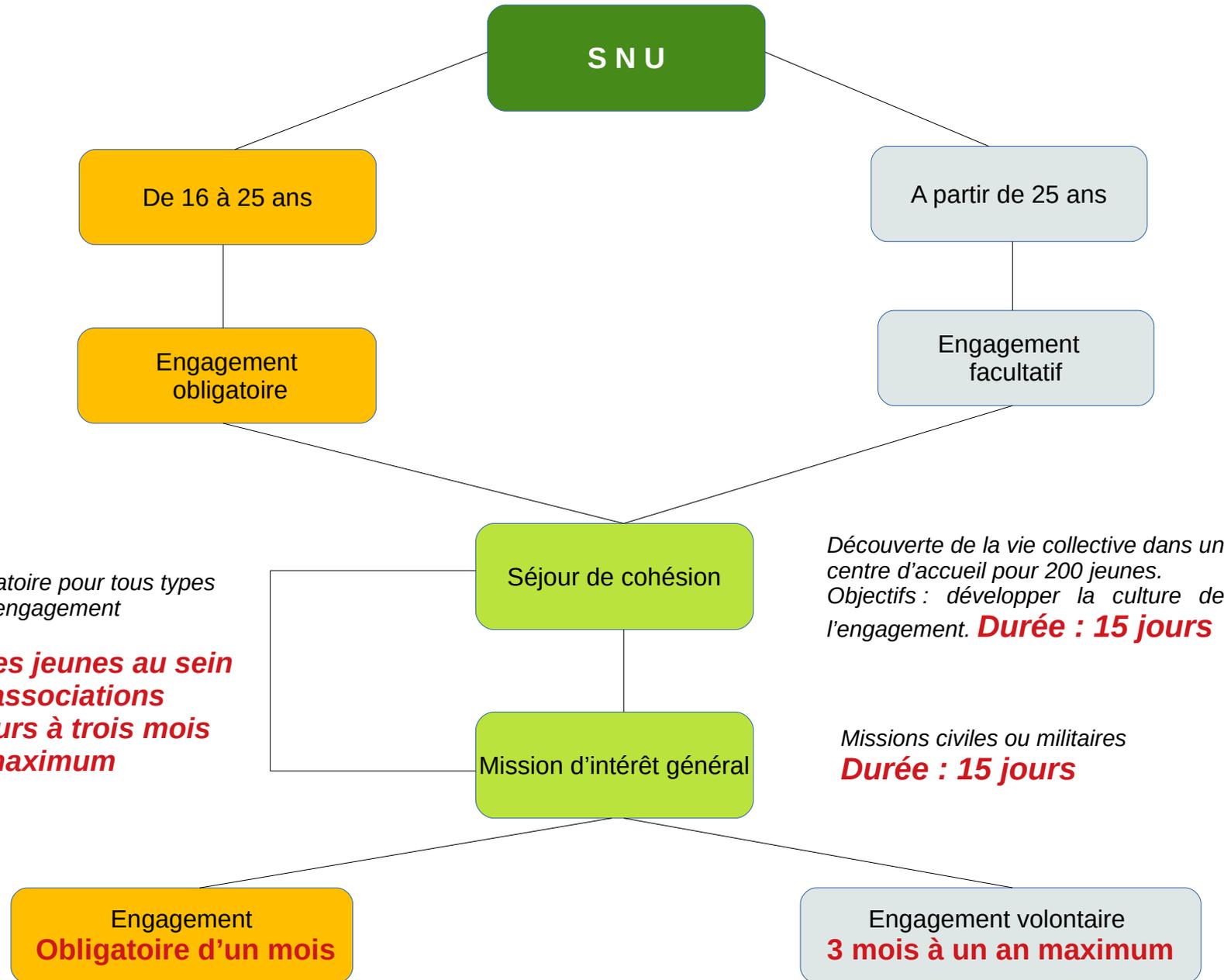
# 3 – Rôle des associations dans le déploiement du SNU



S  
E  
R  
V  
I  
C  
E  
  
N  
A  
T  
I  
O  
N  
A  
L  
  
U  
N  
I  
V  
E  
R  
S  
E  
L



S  
E  
R  
V  
I  
C  
E  
  
N  
A  
T  
I  
O  
N  
A  
L  
  
U  
N  
I  
V  
E  
R  
S  
E  
L



S  
E  
R  
V  
I  
C  
E  
  
N  
A  
T  
I  
O  
N  
A  
L  
  
U  
N  
I  
V  
E  
R  
S  
E  
L



# 4 – Contrat d'engagement républicain



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUADELOUPE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement



***Loi 2021-1109 du 24 août 2021***

*L'article 12 confortant le respect des principes de la République (CRPR) renforce l'encadrement des subventions attribuées aux associations et aux fondations par les administrations publiques ou autre personne chargée de la gestion d'un service public*

**Contrat d'Engagement Républicain**



***Loi 2000-321 du 12 avril 2000***

*Cette disposition insère dans la loi ci-dessus relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, un article prévoyant*  
**Que toute demande de subvention publique doit être assortie de la souscription d'un « contrat d'engagement républicain (CER) ».**

***Depuis le 2 janvier 2022 le décret correspondant est entré en vigueur.***

**Contrat d'Engagement Républicain**



### ***Opposabilité***

*Le CER est opposable aux associations et fondations l'ayant souscrit à partir de la date de souscription du contrat et jusqu'au terme de la période définie par l'autorité administrative.*



***Souscripteur***

*Le CER doit être souscrit par le représentant légal de l'association ou son mandataire à l'appui de toute Demande d'agrément de l'État ou de ses établissements publics entrant dans le champ du tronc commun d'agrément.*



***Forme de l'engagement***

*La souscription du CER prend la forme d'une attestation sur l'honneur du représentant légal de l'association. Cette dernière s'engage à respecter les principes du CER (article 18 du décret du 6 mai 2017)*



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUADELOUPE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement  
et du Logement**

# **RÉUNION D'INFORMATION**

**Jeudi 15 décembre  
2022**

**Salle de conférence**

**Intervenante : Maryse JUMINER**

**DEAL  
Saint-Phy  
97100 Basse-Terre**